

DEPARTEMENT  
DU  
VAL DE MARNE

## COMMUNE DE BRY-SUR-MARNE

ARONDISSEMENT  
DE NOGENT

EXTRAIT  
du

### Registre des Délibérations du Conseil Municipal

L'an deux mille vingt-quatre, le jeudi 07 mars, à 20h00, Mesdames et Messieurs les Membres du Conseil Municipal, légalement convoqués le vendredi 1 mars 2024, se sont réunis au lieu ordinaire de leurs séances à la Mairie, sous la présidence de Monsieur Charles ASLANGUL, Maire.

Nombre de Conseillers en exercice : 33

Nombre de Conseillers présents : 22

#### Étaient Présents :

M. Charles ASLANGUL, Maire  
Monsieur Rodolphe CAMBRESY, Madame Véronique CHEVILLARD,  
Monsieur Bruno POIGNANT, Madame Sylvie ROBY, Madame Béatrice MAZZOCCHI, Monsieur Olivier ZANINETTI, Monsieur Pierre LECLERC,  
Adjoints au Maire.  
Monsieur Etienne RENAULT, Monsieur Jean-Antoine GALLEGO, Monsieur Didier SALAÛN, Madame Valérie RODD, Monsieur Laurent TUIL,  
Madame Chrystel DERAY, Madame Sandra CARVALHO, Madame Anne-Sophie DUGUAY, Monsieur Stefano TEILLET, Madame Sandrine LALANNE, Monsieur Robin ONGHENA, Madame Marilyne LANTRAIN,  
Monsieur Augustin KUNGA, Madame Djedjiga ISSAD, Conseillers municipaux.

#### Ont donné pouvoir :

M. Christophe ARZANO à M. Rodolphe CAMBRESY.  
Mme Virginie PRADAL à M. Bruno POIGNANT.  
Mme Nicole BROCARD à Mme Véronique CHEVILLARD.  
Mme Armelle CASSE à M. Charles ASLANGUL.  
M. Didier KHOURY à M. Jean-Antoine GALLEGO.  
Mme Rosa SAADI à Mme Béatrice MAZZOCCHI.  
M. Julien PARFOND à Mme Sylvie ROBY.

#### Absents excusés :

#### Absents :

M. GODARD Serge, M. BRAYARD Thierry, M. PINEL Vincent, M. MAINGE Pascal.

Secrétaire de séance : Jean-Antoine GALLEGO

**DELIBERATION**

Le Conseil Municipal,

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment l'article L. 2121-29,  
Vu le projet de contrat partenarial entre la ville de Bry-sur-Marne et la Métropole du Grand Paris tel qu'annexé à la présente délibération,  
Vu l'avis de la Commission Marchés publics, développement économique, emploi, communication, commerces, artisanat et TPE en date du 6 mars 2024,

Considérant l'intérêt pour la commune d'organiser en partenariat avec la Métropole du Grand Paris le pavoisement de l'espace public aux couleurs des Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris 2024,  
Considérant que cette collaboration doit faire l'objet d'une convention de partenariat définissant les engagements réciproques des parties,

Après en avoir délibéré, et par 29 voix pour

**ARTICLE 1 :** APPROUVE le projet de convention de partenariat à intervenir entre la ville de Bry-sur-Marne et la Métropole du Grand Paris dans le cadre des Jeux de Paris 2024, tel qu'annexé à la présente délibération.

**ARTICLE 2 :** AUTORISE Monsieur le Maire à signer ladite convention de partenariat dès que la présente délibération sera exécutoire.

La présente délibération pourra faire l'objet d'un recours en annulation devant le Tribunal Administratif de Melun dans un délai de deux mois à compter de son caractère exécutoire.

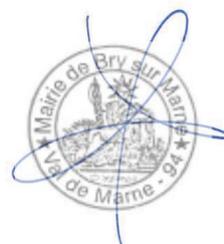
Publiée le : 11 mars 2024

Secrétaire de séance  
Jean-Antoine GALLEGO



Pour copie conforme,  
Le Registre dûment signé,  
Charles ASLANGUL,

Maire de Bry-Sur-Marne



**CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE  
LA MÉTROPOLE DU GRAND PARIS  
ET  
LA COMMUNE DE .....**  
**DANS LE CADRE DU PAVOISEMENT DANS LE CADRE DES JEUX DE PARIS 2024**

Entre les soussignés

Monsieur Patrick OLLIER, Président de la Métropole du Grand Paris, dûment habilité à la signature de la présente en vertu de la délibération du Conseil de la Métropole du 15 février 2024 et désigné sous le terme « la Métropole du Grand Paris » (la Métropole), d'une part,-

Et

....., Maire de la commune de ....., dûment habilité à la signature de la présente en vertu de la délibération du Conseil municipal du .... et désigné sous le terme « la Commune », d'autre part,

***PREAMBULE***

**La Métropole du Grand Paris** est un établissement public de coopération intercommunale créé le 1er janvier 2016. Elle a pour objectif la définition et la mise en œuvre d'actions métropolitaines afin d'améliorer le cadre de vie de ses 7,2 millions d'habitants au sein des 131 communes, de réduire les inégalités entre les territoires qui la composent, de développer un modèle urbain, social et économique durable.

L'attribution des Jeux Olympiques et Paralympiques (JOP) à Paris pour 2024 constitue une formidable opportunité pour accélérer la transition et le développement de la Métropole du Grand Paris. Labellisée Terre de Jeux 2024, puis désignée collectivité hôte cheffe de file, elle accueillera de nombreux Sites de Compétition et Centres de Préparation aux Jeux. Mais le grand défi des Jeux portés par Paris 2024 est celui de l'héritage qui répond à la volonté de laisser une empreinte forte pour le territoire et ses habitants.

C'est pour cela que la Métropole du Grand Paris a décidé de conduire des projets visant plus particulièrement à inviter les Métropolitains à cette fête collective, leur faire découvrir un vaste ensemble de disciplines et développer la pratique sportive des jeunes dans la Métropole du Grand Paris.

Pour contribuer à la réussite locale des Jeux de Paris 2024 et faire en sorte que chaque Métropolitain puisse y prendre part, la Métropole du Grand Paris a lancé un appel à manifestation d'intérêt « Vivez les Jeux de Paris 2024 dans votre commune de la Métropole du Grand Paris » pour soutenir et promouvoir un ensemble d'événements et d'animations festifs proposés par les communes métropolitaines, dans les centres-villes et en bord de cours d'eau.

En accord avec le règlement de cet AMI, le programme porté par chaque commune lauréate devra obligatoirement être assorti d'un pavoisement sur l'espace public aux couleurs des Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris 2024 et de la Métropole du Grand Paris.

La Métropole soutient également certains sites de célébration destinés à faire vivre les Jeux en dehors des sites de compétition. La Métropole accompagne plusieurs collectivités à l'installation de ces sites pour que le plus grand nombre de Métropolitains puisse en profiter.

La Métropole du Grand Paris a ainsi souhaité aller plus loin en amenant les Jeux au cœur des communes et plus particulièrement celles les plus éloignées des sites de compétition en leur permettant de pavoiser les rues aux couleurs des Jeux.

**Ceci exposé, il est convenu ce qui suit :**

PROJET

## TITRE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

### 1. Objet de la convention

Par la présente convention, la Métropole du Grand Paris s'engage à mettre gratuitement à disposition à la commune de ..... X kits de pavoiement énumérés ci-dessous :

[Liste des kits attribués à la commune]

Les caractéristiques techniques de chaque kit sont définies à l'article 3 de la présente convention.

La commune accepte lesdits kits de pavoiement en toute connaissance de cause. Elle doit respecter les règles d'utilisation de l'usage du Look des Jeux.

### 2. Avenant

La présente convention ne peut être modifiée que par voie d'avenant signé respectivement par le Président de la Métropole du Grand Paris et le (la) Maire de la Commune de ..... ou leurs représentants. Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions non contraires qui la régissent.

## TITRE 2 - CARACTERISTIQUES DU PAVOISEMENT

### 3. Présentation des kits

La Métropole propose plusieurs kits aux couleurs du Look des Jeux de Paris 2024 quand cela est possible. Il y a 2 kits pour le pavoiement urbain qui se composent d'un kit dit "événementiel" (le plus facile à installer et mobile) et un kit dit "espace public" (pour l'habillage des rues). Il y a en complément un kit dit "bord de l'eau" pour les communes ayant des berges et rives animées. Dans ce cas-là les communes pourront en commander 4 au maximum (3 kits "urbain" + 1 "bord de l'eau").

#### **Le kit événementiel : facile à installer et mobile**

- 6 bâches PVC 300x100 cm
- 8 oriflammes voiles avec portance
- 20 habillages pour barrière « Vauban »
- 5 guirlandes de 100 m de long (fanions)
- 1 kakémono

#### **Le kit espace public : pour l'habillage des rues, boulevards et équipements publics**

- 40 Porte-hampes avec bâche
- 1 guirlande de 5 000 m de longs
- 2 bâches PVC 300x200 cm avec œillets
- 

#### **Le kit bord de l'eau : pour les animations en bord des cours d'eau**

- 10 parasols avec pied (180 cm de diamètre)
- 20 transats en bois avec tissu imprimé anti-moisissure
- 2 sets de 6 Bouées en bâches

### 4. Lieux de diffusion

Les kits seront livrés dans la commune à l'adresse unique communiquée par cette dernière en application de l'article 5. Les éléments du kit de pavoisement sont à installer dans les espaces publics en conformité avec le guide d'utilisation de l'usage du Look des Jeux . La Commune reconnaît avoir reçu communication de ce guide préalablement à la signature de la présente convention et être parfaitement informée de son contenu. La Commune est seule responsable du choix des lieux d'installation des éléments inclus dans les kits de pavoisement. Ces kits ne peuvent être utilisés qu'à destination du public, dans le but de promouvoir la tenue des Jeux Olympiques de Paris.

## 5. Conditions de livraison

La livraison sera effectuée à l'adresse suivante :

.....  
.....  
.....

Celle-ci est prévue à partir d'avril 2024. Un mail de confirmation sera adressé une semaine avant la date de livraison à la personne désignée par la Commune pour la réception de l'exposition.

La personne désignée est : [Nom / Prénom / Fonctions / Numéro de téléphone / Adresse courriel]

Les éléments de pavoisement seront livrés par la Métropole du Grand Paris ou un prestataire désigné par elle. La Métropole du Grand Paris fournira ses meilleurs efforts afin que les modalités de livraisons puissent correspondre aux besoins exprimés par la commune. Elle est à cet égard tenue par une obligation de moyen. La Commune est réputée accepter les kits de pavoisement en l'état au moment de la livraison.

La commune est informée que la livraison des éléments de pavoisement n'inclut ni leur stockage ni leur installation sur les espaces publics. Le stockage, montage, démontage des éléments relèvent de la responsabilité de la Commune.

La pose et la dépose seront à effectuer par les équipes de la commune et ne pourront pas être pris en charge par la Métropole du Grand Paris.

## TITRE 2 - ENGAGEMENTS DES PARTIES

### 6. Durée du pavoisement

La Commune s'engage à procéder à la mise en place des éléments de pavoisement, de manière à ce que ceux-ci soient visibles par le grand public au plus tard une semaine après la livraison . La Commune procédera au démontage du matériel de pavoisement à compter du 9 septembre 2024. En tout état de cause, l'ensemble des éléments devront être démontés au plus tard le 30 septembre 2024.

### 7. Propriété des Kits de Pavoisement et fin de vie des éléments de pavoisement

Les kits de pavoisement sont mis à la disposition de la commune, à titre gracieux, jusqu'au 30 septembre 2024 inclus.

Cette mise à disposition n'entraîne pas de transfert de propriété. En amont du 8 septembre 2024, la Métropole étudiera les possibilités de revaloriser les différents articles de pavoisement, par exemple

pour en faire des goodies qui pourront faire l'objet d'une redistribution. Les parties conviennent que cette revalorisation ne constitue pas une obligation ferme de la Métropole du Grand Paris.

Dans le cas où la Métropole souhaite procéder à la revalorisation des biens, elle en informera la Commune par tout moyen avant le 8 septembre 2024. Dès lors, la commune sera tenue de restituer à la Métropole du Grand Paris les éléments des kits qui se trouveront en parfait état à l'issue des jeux. Les modalités de cette restitution seront fixées dans le cadre d'échanges entre la Métropole du Grand Paris et la Commune. Si la Métropole considère que cette revalorisation est susceptible de bénéficier à la Commune, notamment par le don du matériel revalorisé, les parties échangeront à nouveau afin de définir les modalités de ce don.

Dans le cas où la Métropole du Grand Paris n'aurait pas informé la Commune, au 8 septembre 2024, de sa volonté de procéder à la revalorisation des biens mis à disposition, le matériel de pavoisement sera placé sous l'entière responsabilité de la Commune qui en deviendra propriétaire. La Commune est informée qu'elle doit enlever et effectuer le démontage de tous les éléments de pavoisement sur l'espace public dans les plus brefs délais à l'issue de la clôture des Jeux, soit à compter du 9 septembre 2024 et au plus tard le 30 septembre 2024. Aucun élément ayant les anneaux et agitos des Jeux Olympiques et Paralympiques ne doit apparaître après la fin des Jeux.

#### **8 - Assurances - Responsabilités**

Le montage et démontage des éléments de pavoisement relèvent de la responsabilité de la Commune. Il en va de même de toutes les questions afférentes à la surveillance et à la sécurité du public. A compter de la livraison des biens, et jusqu'à leur restitution effective, la Commune est seule responsable de la survenance de tout dommage ou sinistre en lien avec lesdits biens.

En cas de dégradation, perte ou vol des biens mis à disposition pendant la durée de leur utilisation, la Commune s'engage à informer la Métropole du Grand Paris dans les plus brefs délais pour trouver une solution de remplacement.

Si la Commune fait appel à des prestataires ou des tiers pour le montage, démontage et installation des éléments de pavoisement, elle sera seule responsable des relations techniques et financières avec ces derniers.

### **TITRE 3 : COMMUNICATION**

#### **9. Conditions d'utilisation**

Toute utilisation autre que celles définies par la présente convention est strictement interdite.

Les éléments de pavoisement sont mis gratuitement à disposition pour être exposés au public.

En cas d'inexécution, d'arrêt de fonctionnement ou de modification substantielle des conditions d'exécution de la présente convention, pour quelque raison que ce soit, la Commune en informera la Métropole du Grand Paris sans délai par lettre recommandée avec accusé de réception.

#### **10. Mention du soutien de la Métropole du Grand Paris**

Dans le cadre de l'action définie par la présente convention, la Commune s'engage à faire mention de la participation de la Métropole du Grand Paris dans sa communication et ses relations avec les tiers et notamment en apposant le logo de la Métropole du Grand Paris sur tout document papier ou publication web s'y rapportant.

La commune s'engage à envoyer une série de photos du pavoisement installé dans l'espace public de la ville à la Métropole du Grand Paris à l'adresse : pavoisement.jeuxparis2024@metropolegrandparis.fr

#### **TITRE 4 : OBLIGATIONS DIVERSES**

##### **11. Partenariat et propriétés olympiques**

Sauf disposition particulière de la présente Convention, les parties s'interdisent de reproduire à quelque titre que ce soit, et sur quelque support que ce soit : les emblèmes Olympiques nationaux visés à l'article L.141-5 du code du sport, la devise, l'hymne, le symbole olympique, les termes « Jeux Olympiques », « Olympisme », « Olympiade », « Olympique », et plus généralement toute autre marque, emblème et signe distinctif propriété du CNOSF, du Comité d'Organisation des Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris 2024 et du Mouvement Olympique.

Les parties s'engagent à respecter la bonne utilisation de l'usage des éléments des Jeux de Paris 2024 transmis aux communes.

#### **TITRE 5 – DUREE, RESILIATION ET REGLEMENT DES LITIGES**

##### **12. Durée de la convention**

La présente convention entre en vigueur à compter de sa date de signature par les deux parties et s'achèvera le 31 décembre 2024.

##### **13. Résiliation**

La Métropole du Grand Paris pourra résilier la convention en cas de non-respect de celle-ci ou de ses avenants, dans le délai d'un mois après mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception. La résiliation sera prononcée par le Président de la Métropole du Grand Paris et notifiée au Maire de la Commune par lettre recommandée avec accusé de réception.

La date d'effet de la résiliation de la présente convention sera celle à l'expiration d'un délai d'un mois de la notification de cet avis.

##### **14. Règlement des litiges**

Les litiges éventuels relatifs à la présente convention qui n'auront pu recevoir de solution amiable seront portés devant le Tribunal administratif de Paris.

Fait à Paris, le.....

<p>Pour la Métropole du Grand Paris, Le Président Patrick OLLIER Ancien Ministre Maire de Rueil Malmaison</p>	<p>Pour la Commune de ..... Le Maire</p>
---	--

PROJET